

l'égoïsme de nos gens qui a causé ce changement dans les industries de la Nouvelle-Écosse.

En outre, on parle de l'époque des navires en bois et des hommes au cœur de fer. En effet, nous avions une admirable industrie des constructions navales en Nouvelle-Écosse. Les bateaux qui y étaient construits faisaient le commerce dans le monde entier; les débouchés étaient merveilleux. Cependant, un jour, ceux qui ont contribué à l'édification de ces industries,—et beaucoup d'entre eux s'y sont fait des fortunes,—n'ont pas su prévoir que l'ère des navires en bois tirait à sa fin et que les navires en acier les remplaceraient. Ils n'ont pas eu assez de prévoyance pour se rendre compte de la tendance de l'époque, alors que la vapeur se substituait aux voiles. Le premier navire à vapeur qui a traversé l'Atlantique par ses propres moyens a été construit à Montréal. Je crois qu'il s'appelait le *Prince William*.

Ces gens ont placé leur argent dans leurs bas ou dans quelque autre endroit. Ils n'ont pas replacé leur argent ailleurs et, aujourd'hui, leurs enfants, leurs petits-enfants et leurs arrières-petits-enfants se la coulent douce sans doute.

J'ai dit tantôt que les personnes intéressées dans l'industrie de la Nouvelle-Écosse ont vendu leurs entreprises pour satisfaire leur égoïsme, parce qu'ils ont recouvré leurs capitaux et réalisé, en outre, un bénéfice excellent. Des concurrents des provinces centrales ont acheté ces industries. Je tiens à vous signaler, monsieur l'Orateur, ainsi qu'à la Chambre que la Nouvelle-Écosse avait des industries.

La Nouvelle-Écosse a des fils qui lui ont été fidèles, qui ont eu à cœur son intérêt. Je n'ai qu'à porter mon regard sur l'autre côté de la Chambre pour apercevoir l'honorable représentant de Colchester-Hants (M. Stanfield),—j'ignore s'il occupe son siège en ce moment,—dont le père et le grand-père ont édifié là-bas l'une des industries du pays les plus solides et les plus en mesure de soutenir la concurrence.

Si les autres industriels avaient imité l'exemple des dirigeants de cette magnifique industrie de Truro,—Stanfields,—nous ne nous plaindrions pas aujourd'hui du manque d'industries dans notre province. Je porte ces faits à votre attention, monsieur l'Orateur, et, par votre entremise, à celle de tous les députés afin de montrer au comité et au pays tout entier que je ne crois pas que la Confédération ait nui à la Nouvelle-Écosse. Je ne crois pas que Québec ni l'Ontario nous aient enlevé quoi que ce soit. Je blâme les Néo-Écossais eux-mêmes qui ont dénoncé la

[M. Carroll.]

Confédération pendant des années et qui ont découragé les habitants de cette province de chercher à se tirer d'affaire eux-mêmes.

Il a été question, au cours du présent débat, de la décentralisation de l'industrie, sujet qui a fait couler beaucoup d'encre tant dans l'Est que dans l'Ouest. Je suis en faveur de la dispersion, en direction de l'Est aussi bien qu'en direction de l'Ouest, de notre industrie de défense, si le travail peut s'y effectuer aussi bien que dans le Canada central et à des frais sensiblement les mêmes. Mais je tiens pour erronée et impossible l'idée de la décentralisation en tant que telle, exception faite pour les fabrications militaires.

Il n'y a qu'un parti à la Chambre qui puisse traiter logiquement cette question et c'est le parti cécéliste. Je ne dis pas qu'il a raison ni qu'il a tort. Mais la C.C.F. est le seul groupe politique qui ait pour but de nationaliser nos industries et, de nouveau, je ne dis pas qu'elle a tort. De fait, il y a quelques années, j'ai exposé des opinions très hardies sur ce sujet. Mais ce sont les cécélistes qui devraient parler de décentraliser nos industries, car, s'ils arrivaient au pouvoir, ils seraient les seuls à appliquer des méthodes propres à décentraliser l'industrie. Je ne les critique pas du tout à cet égard; je n'ai rien à dire à ce sujet.

Mais lorsque j'entends un bon libéral, un bon conservateur ou un mauvais libéral, un mauvais conservateur parler de décentraliser l'industrie chez nous, je soutiens qu'ils vont à l'encontre de leur jugement et parlent d'une chose dont ils n'oseraient parler que sur le plan politique.

Comment en arriver là? Dans la situation actuelle, on renverserait plus facilement le roc de Gibraltar d'une chiquenaude qu'on ne saurait décentraliser l'industrie au pays. La raison en est fort simple: l'industrie est de la compétence des assemblées législatives. Tant que le gouvernement fédéral ne prendra pas ce pouvoir, soit à l'occasion d'une guerre, soit à la suite de l'accession des cécélistes au pouvoir, on ne pourra pas décentraliser l'industrie.

Un personnage important de l'Ontario,—le premier ministre de cette province, Canadien éminent,—est censé avoir déclaré pendant une conférence fédérale-provinciale qu'il serait opportun d'étudier les moyens à prendre afin d'assurer au pays une croissance économique mieux répartie. Deux semaines environ après cette déclaration, M. Frost a distribué ici au pays, aux États-Unis et en Angleterre une brochure qui expliquait le programme ambitieux entrepris par le gouvernement ontarien. Rien de répréhensible là-dedans. La brochure mentionnait les multiples industries déjà